

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 19/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

REMEDI (ex : R DOOLAEGHE et Cie)

Rue Félix Faure
59350 ST ANDRE LEZ LILLE

Références : visite d'inspection du 12/12/2022
Code AIOT : 0007003918

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2022 dans l'établissement REMEDI (ex : R DOOLAEGHE et Cie) implanté Rue Félix Faure 59350 ST ANDRE LEZ LILLE. L'inspection a été annoncée le 18/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspections de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2022.

Cette visite a été annoncée à l'exploitant par courrier en date du 18/11/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REMEDI (ex : R DOOLAEGHE et Cie)
- Rue Félix Faure 59350 ST ANDRE LEZ LILLE
- Code AIOT : 0007003918
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société R.E.M.E.D. est une société du groupe COVANORD. Cette société s'est substituée à la société DOOLAEGHE liquidée par le tribunal de commerce de Lille Métropole en 2015. L'exploitant a donc repris à son profit l'arrêté d'autorisation du 21 août 2009. Cet arrêté a ensuite été abrogé et

remplacé par l'arrêté d'autorisation du 04/04/2022

La société REMED exploite sur son site de SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE :

- une plate-forme de récupération de ferrailles, métaux ferreux et non ferreux ;
- un point d'apport volontaire de déchets dangereux et non dangereux pour les particuliers et professionnels ;

Les activités de l'établissement ont été régulièrement autorisées par arrêté préfectoral d'autorisation du 4 avril 2022.

Le site relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2718 (Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793) et du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial) et 2713 (Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Les mesures de protection contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Inventaire des substances dangereuses présentes dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.2.1	/	Sans objet
2	Zonage des dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.2.2	/	Sans objet
3	Système de détection d'alarme et de mise en sécurité des installations	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.4.1	/	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.4.3	/	Sans objet
5	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.4.4	/	Sans objet
6	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.6.3	/	Sans objet
7	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.7.2	/	Sans objet
8	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.7.3	/	Sans objet
9	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.7.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite, l'inspection a pu constater que l'exploitant REMED respectait les dispositions de son arrêté préfectoral du 04/04/2022 sur les prescriptions examinées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Inventaire des substances dangereuses présentes dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du Code du Travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en oeuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents; La conception et l'exploitation des installations en tient compte.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection son inventaire des substances dangereuses présentes dans l'établissement. Cet inventaire est tenu quotidiennement à jour sur un support informatique. L'exploitant a également présenté les FDS des produits dangereux stockés sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Zonage des dangers internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, démanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc..) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : L'exploitant a présenté un plan de zonage des dangers identifiant les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie. Ce plan est tenu à jour et indique la nature exacte du risque. Les consignes à observer sont affichées au droit de chacune des zones à risque et sont également contenues dans les plans de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Système de détection d'alarme et de mise en sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système de détection incendie est implanté dans les bâtiments "Recyclage "et "Stockage". Le site est également couvert par une détection infra rouge, pour la détection de personnes et de points chauds.</p> <p>L'exploitant organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests de ces systèmes de détection don'tles compte rendus sont tenus à la disposition des installations classées.</p> <p>Les systèmes de détection incendie permettent une transmission de l'alarme à l'exploitant 24h/24h et 7 jours/7 .</p> <p>Des dispositions sont prises pour permettre d'alarmer le personnel de surveillance de tout incident.</p>
<p>Constats : Le système d'alarme te de détection incendie a été installé dans les bâtiments de stockage et de recyclage. Le système d'alarme est équipé d'un détecteur de fumée et dispose d'un système infra rouge détectant les départs de feu.</p> <p>La dernière vérification de ce système date du 22/11/2022 et a été organisée par le personnel du site. Les systèmes de détection sont opérationnels 24h/24 et 7 jours /7.</p> <p>Afin d'alerter le personnel de surveillance de tout incident, l'alerte sonnerie est relié au téléphone portable du personnel d'astreinte ainsi qu'à la télésurveillance du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mises en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble des installations électriques est effectuée au minimum une fois par an . Un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les détectuosités relevées dans son rapport.</p> <p>L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats : Le dernier rapport de vérification date du 28/11/2022 (rapport N°25200/22/21552 réalisé par Socotec).</p> <p>Deux remarques sur les composants défectueux des prises de courant et des récepteurs figurent dans ce rapport.</p> <p>Au jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas eu le temps de prendre en compte ces deux remarques. Ces deux remarques s'avèrent être des non conformités mineures car dans le compte rendu de vérification périodique (rapport Q18), l'organisme de contrôle a bien mentionné que ces deux défauts ne pouvaient pas entraîner d'incendie ou de risque d'explosion.</p>
Observations : L'exploitant est tenu de se mettre en conformité vis-à-vis des dysfonctionnements concernant les composants défectueux des prises de courant et des récepteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes aux normes C17-100 et NFC 17-102 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes . L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations est vérifiée tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable
Constats : Le dernier rapport de vérification des dispositifs anti foudre date du 11/09/2022 (rapport n°00685968 réalisé par BCM Foudre). Le rapport confirme que les dispositifs sont conformes aux normes C17-100 et NFC 17-102 et que l'exploitant n'est pas dans l'obligation de disposer de paratonnerres, uniquement des protections pour l'armoire électrique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants sur le site reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'accident et sur la mise en oeuvre des moyens d'intervention.
Constats : Le personnel reçoit annuellement une formation au maniement des moyens de lutte contre l'incendie. En début d'année, le personnel chargé du stockage des matériaux a reçu une formation relative à la détection des départs de feu provenant des batteries au lithium.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le dernier rapport de vérification du 28/07/2022 réalisé par LST (rapport n° ADM165157-1) mentionne deux extincteurs défectueux. Ces extincteurs ont été remplacés par des extincteurs neufs suite au contrôle effectué sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">- 4 hydrants permettant de disposer de 240 m³ utilisables en deux heures,- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement des produits et déchets,- des robinets armés de DN 33mm, conformément aux normes NF EN 671-1, NF EN 671-3 et NFS 62-201 ; ils doivent être placés à proximité des issues. Leur choix et leur nombre doivent être tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action simultanée de deux lances au moins (tenir compte des aménagements intérieurs).
Constats : L'exploitant dispose de 4 hydrants situés dans la rue Félix Faure à proximité de l'établissement permettant de disposer de 240 m ³ en deux heures. L'établissement est également doté de 54 extincteurs et de 8 RIA répartis sur le site à proximité des dépôts de matière combustible et adaptés aux risques d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 8.74
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et /ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,- la procédure permettant en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur,- les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel.
Constats : Les consignes de sécurité sont affichées dans chaque local. Elles contiennent : l'interdiction d'apporter du feu sur le site, les moyens de prévention du risque incendie, la procédure d'alerte, les procédures d'arrêt et de mise en sécurité de l'installation, la procédure permettant en cas de lutte contre un incendie d'isoler le site ainsi que les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet